

Brèves réflexions
autour des Lieux de mémoire
de l'exception française
(dir. P. Nora)

Note de lecture par Gérard Chouquer

La grande fresque des *Lieux de mémoire* [Nora (dir.) cité dans l'édition de 1997 en 3 volumes, mais publié entre 1984 et 1992] est cette immense entreprise éditoriale qui a envisagé l'ensemble des objets anciens mobilisés pour constituer la République, la Nation et la France ou même « les France ». Elle forme le terreau d'une réflexion sur l'exception française, et il est donc intéressant de relire les bonnes pages de cette œuvre et de réfléchir aux attendus qui la portent.

Le projet de Pierre Nora était de révéler la « parenté secrète » qu'entretiennent les vraies mémoires avec d'autres lieux ou d'autres objets ou institutions, et d'aboutir à une « histoire de France par la mémoire » (p. 7), une histoire de ce qui fait mémoire pour la France. Il a consisté en une « mise en scène » (p. 16) d'un domaine inépuisable, et qui l'est en effet. Tel quel, il constitue un extraordinaire manuel de notre mémoire collective.

En feuilletant les 4750 pages la progression s'affiche : la République, la Nation, enfin les France. La ligne éditoriale est fermement tenue, ouverte par les trois couleurs, la Marseillaise et le Panthéon, et close – dans un extraordinaire rapprochement – par cinq articles sur Descar-

tes, le Roi, l'État, Paris et le génie de la langue française. Pour ne pas se perdre en chemin, des balises rappellent le sens : l'instituteur national et l'école, les partages de l'espace-temps, les modèles, les enracinements. Tout ce qui a compté est capté dans une lecture « exceptio/nationaliste », même les choses simples et triviales que sont le vin, le clocher, les professions, la galanterie, le café ou l'étude du notaire.

Le projet est remarquablement résumé dans cette formule : « il y a des lieux de mémoire parce qu'il n'y a plus de milieux de mémoire » ou dans cet autre regret : « l'arrachement de ce qui restait encore de vécu dans la chaleur de la tradition, dans le mutisme de la coutume, dans la répétition de l'ancestral, sous la poussée d'un sentiment historique de fond » (*Ibid.*, p. 23). La perte du lien organique entre les individus et leur histoire-mémoire justifie l'entreprise. La thèse sous-entend ainsi que la Modernité, en détachant les habitants de leurs lieux de vie (des milieux-mémoires), les conduit à combler ce vide par la réinvention assez artificielle d'une mémoire, l'histoire-mémoire. Les lieux de mémoire sont donc le récit de la constitution de cet espace colonial de l'intérieur, celui d'une forme de Modernité française à la conquête de son récit, de ses généalogies, de ses filiations, de son territoire, de ses lieux, grâce à une méthodologie éprouvée sachant toujours dire ce qui est centre et ce qui est marges, ce qui fait sens et ce qui fait désordre, ce qui est clair et ce qui est sombre.

Quels lieux traditionnels seront inclus dans la geste nationale ? Les lieux n'étant pas là pour ce qu'ils portent d'histoire, mais pour le rôle qu'ils jouent dans la constitution de l'histoire nationaliste, il s'agira de lieux bien peu locaux, bien peu géographiques, sauf « exception », plutôt de lieux abstraits niant les lieux concrets pour mieux parler d'élus, d'élites et d'élections de toutes sortes, dans les Assemblées comme dans les Académies...

Mais, en posant la base d'une distinction entre l'histoire qui se fait et qui se vit, et cette histoire que racontent les historiens, entre l'histoire vécue et la représentation ultérieure, le projet avoue sa modernité. Il est une fresque de l'arrachement, des certitudes, de la coupure des lieux avec eux-mêmes. « Les France » de la troisième partie sont ces petites France qui, par assimilation spéculaire, réfléchissent « la » France. La Vendée et l'Alsace, les seules régions qui apparaissent d'ailleurs, ne sont là que parce qu'elles construisent la mémoire nationale : en tant que « contre-mémoire » républicaine pour l'une,

« mémoire-frontière » pour l'autre. Les hauts-lieux de l'histoire aussi : Lascaux, Alésia, Vézelay, tout autant que Verdun ou le mur des Fédérés construisent la France moderne et républicaine : « aux grands faits, aux grands drames, la Patrie vraiment reconnaissante pour l'exploitation qu'on peut en tirer afin de fermer les horizons et les frontières » serait-on tenté de dire.

Projet intellectuel saisissant et projet politique sous-jacent. C'est la perte de la mémoire nationale, celle créée par la Monarchie puis la République, qui est au centre de cette encyclopédie. « La fin de l'histoire-mémoire a multiplié les mémoires particulières qui réclament leur propre histoire » (p. 33). Ces volumes sont aussi l'immense panorama des discontinuités (p. 34), d'un passé qu'on décide définitivement autre, révolu, en raison des changements de notre monde contemporain. Ces changements (p. 33), ce sont la fin de la France rurale, le travail philosophique sur la mémoire (Bergson), les patriotismes affichés de la science et de la sociologie, la promotion de la personnalité psychique (Freud), et celle du récit autobiographique (Proust). Bref, l'anonymat des nouvelles collectivités que sont les villes, et l'horizon de l'individualisme méthodologique.

On rêve d'une entreprise différente, autour des lieux d'héritages et de transmission, brassant la matière avec autant de panache mais sans les effets prismatiques du nationalisme et les modes de l'amplification. Une entreprise libérant le passé prémoderne comme le futur à faire advenir des objets institués par deux siècles de pensée exceptionnaliste et récupératrice.

Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, 3 tomes, éd. Quarto, Gallimard, Paris 1997, 4758 p.